

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.1**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI		
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>	

**OBJET : Contrat de Délégation de Service Public pour la gestion de  
l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) : choix du  
délégataire**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée délibérante que par délibération n°14/06/4.3a en date du 2 juin 2014, le conseil municipal a approuvé le lancement d'une procédure pour la Délégation de Service Public de l'accueil de loisirs sans hébergement « Leï Platano ».

Après la publication d'un avis d'appel public à concurrence dans le « BOAMP » ainsi que dans « Nice matin », la commission DSP se réunissait le 30 juillet 2014 afin de procéder à l'ouverture des plis arrivés dans les délais et constaté, à cet effet, les candidatures suivantes :

- Loisirs séjours côte d'Azur
- IFAC
- Ligue de l'enseignement FOL 83

Les 3 candidats présentant des garanties professionnelles et financières suffisantes et une aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers, la commission DSP a décidé de les admettre à présenter une offre.

Les plis relatifs aux offres ont été ouverts le 11 septembre 2014 et examinés par la commission DSP le 18 septembre 2014. 2 candidats ont présentés une offre :

- IFAC
- Ligue de l'enseignement FOL 83

Après négociations avec les deux candidats, il vous est proposé de retenir comme délégataire de l'ALSH Leï Platano: La FOL 83.

Le contrat d'affermage proposé à votre approbation est d'une durée de 6 ans.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1411-7,

Considérant l'avis de la commission de délégation des services publics locaux réunie le 18 septembre 2014,

Considérant l'avis de la commission communale des services publics locaux réunie le 4 décembre 2014,

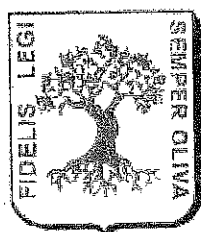
OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE le choix du délégataire de l'ALSH « Leï Platano » à savoir, La FOL 83.
2. APPROUVE les termes du contrat d'affermage joint à la présente délibération.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer le contrat d'affermage.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



COMMUNE D'OLLIOULES – DEPARTEMENT DU VAR



Ville d'Ollioules

# Contrat d'affermage

## Gestion des Accueils de Loisirs Sans

### Hébergement

### « Leï platano »

Conseil Municipal du 15/12/2014.

SOMMAIRE

<b>Chapitre 1 dispositions générales</b>	4
<b>ARTICLE 1 FORMATION DU CONTRAT</b>	4
<b>ARTICLE 2 OBJET ET DEFINITION DE L’AFFERMAGE</b>	4
<b>ARTICLE 3 DUREE ET FREQUENCE D’INTERVENTION</b>	5
<b>ARTICLE 4 RESPONSABILITE DU FERMIER</b>	5
<b>ARTICLE 5 REGIME ET CONTROLE DES INSCRIPTIONS</b>	6
<b>ARTICLE 6 STATUT DU PERSONNEL</b>	7
<b>ARTICLE 7 SANCTIONS</b>	7
7-1 Pénalités	
7-2 Sanction coercitive : mise en régie provisoire	
7-3 Sanction résolutoire : la déchéance	
<b>ARTICLE 8 JUGEMENT DES CONTESTATIONS</b>	7
<b>ARTICLE 9 CESSION DE L’AFFERMAGE</b>	7
<b>ARTICLE 10 REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT</b>	8
<b>Chapitre 2 dispositions techniques</b>	9
<b>ARTICLE 11 LES OBLIGATIONS ET MISSIONS DU FERMIER</b>	9
11-1 Missions du fermier	
11-2 Obligations administratives et techniques du fermier	11
11-3 Obligations juridiques du fermier	12
11-4 Restauration	
<b>ARTICLE 12 MISSIONS DE LA COLLECTIVITE</b>	13
<b>ARTICLE 13 MISE A DISPOSITION DES BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS NECESSAIRES AU SERVICE</b>	13
13-1 Etat des lieux initial	
13-2 Etat des lieux ponctuel	14
13-3 Remise en état des lieux	
<b>ARTICLE 14 MISE A DISPOSITION D’AUTRES SITES OU BATIMENTS COMMUNAUX</b>	
<b>ARTICLE 15 INVESTISSEMENTS</b>	
<b>Chapitre 3 dispositions financières</b>	16

**ARTICLE 16 UNITE MONETAIRE**

**ARTICLE 17 REMUNERATION DU FERMIER**

**ARTICLE 18 PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE**

18-1 Participation financière

18-2 Participation aux frais

**ARTICLE 19 PARTICIPATION AUX FRAIS ET REDEVANCES VERSEES PAR LE FERMIER A LA COLLECTIVITE**

**ARTICLE 20 TARIFS APPLIQUES AUX USAGERS**

**ARTICLE 21 REMISE DE DOCUMENT**

21-1 Feuille de présence

21-2 Comptes rendus mensuels

21-3 Compte rendu annuel d'exploitation

21-4 Compte rendu financier annuel

**ARTICLE 22 CONTROLE DE L'AUTORITE DELEGANTE**

**ARTICLE 23 CLAUSE DE CAUTIONNEMENT**

**ARTICLE 24 MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS**

24-1 Participations de la collectivité

24-2 Redevances versées par le fermier

**ARTICLE 25 INDEMNITE DUE AU FERMIER EN CAS DE RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT**

**ARTICLE 26 DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT D'AFFERMAGE**

## Chapitre 1 dispositions générales

### 1 – FORMATION DU CONTRAT

La ville d'Ollioules a décidé par délibération de son conseil municipal en date du de déléguer la gestion de l'ALSH « Leï Platano » de la commune d'Ollioules.

Cette procédure est prévue et organisée par la loi N° 93-122 modifiée du 29 janvier 1993, dite « loi Sapin » et ses textes d'application relatifs à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Entre,

La ville d'Ollioules représentée par son Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 15/12/2014 d'une part,

Et

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Conformément aux dispositions des articles L1411-11 et suivant du CGCT, la ville d'Ollioules confie au délégataire une mission de gestion à ses frais et risques des ALSH « Leï Platano » de la commune d'Ollioules.

Le délégataire s'engage à assurer la meilleure gestion possible en valorisant le caractère de « service public » des missions déléguées.

Ceci exposé, il a été convenu de ce qui suit.

### 2 – OBJET ET DEFINITION DE L'AFFERMAGE.

Le contrat d'affermage a pour objet la gestion de l'ALSH « Leï Platano » de la commune d'Ollioules en vue de l'accueil des enfants de 3 à 13 ans non révolus, tous les mercredis et pendant les vacances scolaires (sauf jours fériés et 1 semaine à Noël) de 7h30 à 18h30 par journées et demi-journées.

La collectivité conserve le contrôle du service affermé et doit obtenir du fermier tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le fermier, responsable du fonctionnement du service, le gère conformément au présent contrat. Il est autorisé à percevoir auprès des usagers un prix destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge (sous réserve de l'article 20).

Il exploite le service à ses risques et périls.

### 3 – DUREE ET FREQUENCE D'INTERVENTION.

#### 3-1 DUREE DE LA DELEGATION

La délégation sera consentie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ce jusqu'au 31 décembre 2020.

#### 3-2 FREQUENCE D'INTERVENTION

L'ALSH a une capacité d'accueil de 200 enfants maximum de 3 à 16 ans non révolus.

Les fréquences d'intervention seront les suivantes :

-Vacances d'été 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, de 7h30 à 18h30 sans interruption du lundi au vendredi. Le candidat devra prévoir que les enfants pourront être accueillis à la journée.

-Le mercredi en période scolaire de 13h15 à 18h30. A ce titre, le candidat devra prévoir que l'accueil des enfants demi pensionnaires se fera sur les écoles, un bus permettra le transport vers l'ALSH. Le mercredi matin pourra être ouvert à partir de 7h30 sous réserve d'un nombre minimum d'inscrits.

De plus les inscriptions pour les vacances scolaires ainsi que les inscriptions pour les mercredis seront assurées 2 jours / semaines à raison du :

- Mercredi de 13h30 à 18h30
- Et 2 autres demi-journées de 14h00 à 18h00.

-Vacances de la Toussaint 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, de 7h30 à 18h30 sans interruption du lundi au vendredi. Le candidat devra prévoir que les enfants pourront être accueillis à la journée.

- 1 semaine pendant les vacances de Noël 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, de 7h30 à 18h30 (sous réserve de 30 enfants inscrits minimum, c'est-à-dire ayant réservés et payés la semaine) Le candidat devra prévoir que les enfants pourront être accueillis à la journée.

-Vacances de février 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, de 7h30 à 18h30 sans interruption du lundi au vendredi. Le candidat devra prévoir que les enfants pourront être accueillis à la journée.

-Vacances de Pâques 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, de 7h30 à 18h30 sans interruption du lundi au vendredi. Le candidat devra prévoir que les enfants pourront être accueillis à la journée.

Sauf les jours fériés officiels (publication au Journal Officiel).

A l'exception des jours d'ouverture de l'ALSH, la Commune pourra user du bâtiment et des lieux pour quelque motif que ce soit.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilité du fermier.**

Pendant les jours d'ouverture de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement « Leï Platano », ainsi que les jours où le fermier occupera les lieux pour la préparation de l'accueil, le fermier est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent contrat.

Le fermier est tenu de contracter à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre de la délégation. Il devra au minimum contracter une assurance en responsabilité civile et individuelle accident pour chacun des enfants inscrits ainsi qu'une assurance en responsabilité civile pour tous les intervenants. Les garanties doivent être

suffisantes et illimitées pour les dommages corporels. Les attestations seront produites à la ville.

#### **ARTICLE 5 – Régime et contrôle des inscriptions.**

Les enfants seront admis à l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement « Leï Platano » sur présentation d'un dossier d'inscription complet comprenant les pièces suivantes :

1. le dossier enfants (fourni par le fermier)
2. fiche sanitaire complétée (fourni aux parents par le fermier)
3. photocopie du carnet de vaccination
4. document justifiant du domicile à savoir la feuille de taxe d'habitation ou la feuille de taxe foncière des propriétés bâties ou non bâties ou la feuille de taxe professionnelle ou un justificatif de domicile tel une quittance de loyer, ou EDF....
5. avis d'imposition ou de non imposition
6. trois derniers bulletins de salaires
7. photocopie du livret de famille
8. photocopie de l'attestation d'assuré social
9. notification de la CAF du mois d'inscription
10. assurance en responsabilité civile

Ce dossier sera constitué à chaque inscription éventuelle et réactualisé.

Les inscriptions pour les vacances scolaires et les mercredis seront assurés 2 jours / semaines à raison du :

Mercredi : de 8h à 18h

Et 2 autres demi-journées : de 14h à 18h.

Afin d'assurer un contrôle, le fermier devra fournir à la collectivité, les feuilles de présence des enfants et des personnels prévues à l'article 21 du présent contrat.

#### **6 – STATUT DU PERSONNEL.**

Le fermier s'engage à recruter le personnel d'animation et d'encadrement correspondant au nombre d'enfants présents, et ce dans toutes circonstances (activités sur site, sorties, camps, séjours, ainsi que dans les moyens de transports, y compris pour l'accompagnement des enfants sur le lieu de restauration).

Ce personnel doit être qualifié et répondre à la réglementation en vigueur. Il sera soumis à l'accord préalable de M. Le Maire.

De plus, le fermier s'engage à transmettre le nom et les coordonnées de la personne qui aura la responsabilité du centre durant la durée du présent contrat, et ce, au plus tard la première semaine d'exécution du présent contrat.

En cas de changement de direction, le fermier s'engage à prévenir la commune avant la prise de fonction de la nouvelle direction. Aucun changement ne sera admis sans approbation préalable de la Commune.



## **7 – SANCTIONS.**

### **7.1 PENALITES**

Dans les cas prévus ci-après, faute par le fermier de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités pourront lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers.

Les pénalités seront prononcées au profit de la Collectivité.

En cas de non-respect des horaires d'ouverture des ALSH, le fermier encourt une pénalité forfaitaire de 45 euros par infraction constatée sans mise en demeure préalable et sur simple constatation de la collectivité.

En cas de non remise en état des lieux après les jours d'utilisation de l'ALSH « Leï Platano » tel qu'il est prévu à l'article 14-3 du présent contrat, le fermier encourt une pénalité forfaitaire de 75 euros par infraction constatée sans mise en demeure préalable et sur simple constatation de la collectivité.

### **7.2 SANCTIONS COERCITIVES : mise en régie provisoire.**

En cas de faute grave du fermier, notamment si le service n'est exécuté que partiellement ou si un manquement grave à la sécurité est observé, la collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du fermier.

Cette mise en régie provisoire sera précédée d'une mise en demeure sauf en cas de force majeure.

### **7.3 SANCTIONS RESOLUTOIRE : la déchéance**

En cas de faute d'une particulière gravité, notamment si le fermier ne gère pas les accueils de loisirs sans hébergement dans les conditions fixées au présent contrat ou encore en cas d'interruption prolongée du service, la collectivité pourra prononcer la déchéance du fermier.

Cette mesure devra être précédée d'une mise en demeure restée sans effet dans le délai imparti.

## **8 – JUGEMENTS DES CONTESTATIONS.**

Les contestations qui s'élèveront entre le fermier et la collectivité au sujet du présent contrat seront soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve située la collectivité affermante.

Préalablement, les contestations pourront être portées par la partie la plus diligente devant les instances préfectorales qui s'efforceront de concilier les parties.

## **9 – CESSION DE L'AFFERMAGE.**

Toute cession partielle ou totale de l'affermage, tout changement de fermier sont interdits.

**10 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT.**

A l'expiration de l'affermage, le fermier sera tenu de remettre gratuitement à la collectivité, en bon état, tous les ouvrages et les biens qui font parties intégrantes de l'affermage.

A ce titre, un état des lieux général sera réalisé, contradictoirement, au début et à la fin de l'affermage.

## Chapitre 2 dispositions techniques

### 11 – LES OBLIGATIONS ET MISSIONS DU FERMIER.

#### 11.1 MISSIONS DU FERMIER

- Assurer la communication nécessaire afin d'informer un maximum d'usagers en publiant les activités prévues à l'avance.

Le délégataire devra aller faire la promotion de l' ALSH « Leï platano » auprès des enfants et des jeunes à partir de différents supports médiatiques (établissements scolaires, rue...)

- Elaboration du projet pédagogique

Le projet pédagogique devra être validé annuellement par la commune. Il devra être élaboré à partir d'objectifs évaluables et mesurables en se dotant d'outils d'évaluation.

- Accueil des enfants de 3 à 16 ans non révolus.

A ce titre, les enfants seront admis à l'ALSH sur présentation d'un dossier d'inscription complet.

La liste complète des pièces constitutives des dossiers sera définitivement arrêtée lors de la signature du contrat d'affermage et en tout état de cause précisée au règlement intérieur.

Ce dossier sera constitué à chaque inscription éventuelle et réactualisé en janvier de chaque exercice.

La collectivité demeure propriétaire du fichier d'inscription.

- Organisation des activités correspondant à chaque tranche d'âge

Elles seront suffisamment variées et adaptées aux périodes de l'année ou à la durée du séjour : activité d'éveil, ludiques, culturelles, sportives, de loisirs, ateliers manuels, théâtre, danse, sorties, séjours, etc... Des opérations spécifiques exceptionnelles (voyages, mini camps...) devront être proposées notamment un minimum de 4 mini camps devra être proposé l'été.

Le délégataire devra tenir compte de l'âge des enfants pour les activités.

- Surveillance permanente et encadrement des groupes d'enfants et d'adolescents

Le délégataire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes du personnel d'encadrement et d'animation. Il garantit la collectivité contre tout recours.

- Prise en charge de toutes les activités, sorties et séjours

## **11.2 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DU FERMIER**

- **Fourniture du goûter si le repas n'est pas commandé au restaurant scolaire ( pique nique par ex.).**
- **Fourniture des repas de midi dans le cas de sortie sur la journée hors du centre et en cas d'effectifs d'enfants inférieur à 30 enfants** (pique-nique). Le délégataire fera son affaire de la fourniture des pique-niques.
- **Prise en charge des frais divers**

La fourniture, l'entretien et le renouvellement du matériel pédagogique, petites fournitures, fournitures de bureau, produits pharmaceutiques, matériel de sports qui seraient nécessaires à l'accomplissement de la prestation. Cette liste n'est pas limitative.

- **Organisation et prise en charge financière des déplacements** dans quelque lieu que ce soit à l'exception du transport vers le lieu de restauration qui reste à la charge de la commune.
- **Recrutement du personnel d'animation et d'encadrement**

Il devra correspondre au nombre d'enfants présents et devra en toutes occasions (activités sur site ou à l'extérieur, sorties, camps, séjours, transports, ...) respecter les normes de sécurité en vigueur.

- **Organisation des réunions préparatoires et de bilan des activités régulières en présence de l'ensemble du personnel de l'ALSH**

Ces réunions auront lieu pour le moins mensuellement et avant chaque vacances scolaires ainsi que des réunions trimestrielles entre le Directeur de l'ALSH, les animateurs, des représentants de la Commune et du CCAS, des représentants des usagers.

Ces réunions auront pour objet de présenter un bilan du trimestre écoulé, de proposer de nouvelles activités pour la période à venir et de prendre en compte toute observation formulée par la Commune ou les parents représentants des usagers.

- **Assurances**, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'entreprise au titre de la délégation. Il devra au minimum contracter une assurance pour chacun des enfants inscrits, une assurance en responsabilité civile pour tous les intervenants ainsi qu'une assurance en risque locatif. Les garanties doivent être suffisantes et illimitées pour les dommages corporels. Les attestations seront produites à la ville.

- **Respect des lieux**

Le délégataire respectera les lieux où s'exerce le centre ainsi que le matériel et le mobilier mis à sa disposition.

- Le délégataire s'engage à remettre en état le bâtiment à la fin de chaque période d'intervention, y compris le mercredi, afin de faciliter le nettoyage effectué par la commune.

### **11.3 OBLIGATIONS JURIDIQUES DU FERMIER**

- Le délégataire assurera ses missions dans le respect du principe de laïcité.
- La sécurité des enfants devra être strictement encadrée notamment par l'existence de fiches de présence permettant de connaître le nombre exact d'enfant sur le site comme en sortie à tout moment.
- Le délégataire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de la Commune ou de tout organisme habilité. Il donne à cet effet libre accès aux agents qualifiés.
- Il lui est interdit de céder ou de sous traiter tout ou partie du présent service sans avoir obtenue l'agrément de la commune.
- En cas d'interruption imprévue du service, le délégataire doit aviser la collectivité dans les délais les plus courts et au plus tard dans l'heure où il a connaissance du problème, et prendre en accord avec elle les mesures nécessaires.

A ce titre, un numéro de téléphone d'urgence sera transmis au délégataire dès le commencement des prestations.

- Le délégataire proposera un projet de règlement intérieur qui devra être validé par l'autorité territoriale délégante. Ce règlement intérieur sera transmis aux parents à la première inscription.
- En cas d'allergie alimentaire, le portage des repas sera encadré par un protocole type sous la responsabilité du délégataire (nécessité d'identifier les éléments du repas, respect de la chaîne du froid, détail de la composition du repas, couverts et ustensiles identifiables, contenant de transport, nettoyage du four microondes avant l'utilisation, détermination du lieu de prise de repas sur le site de l'ALSH ou au restaurant scolaire.)

### **11.4 RESTAURATION pour l'ALSH « Leï Platano ».**

Le fermier s'engage à utiliser le restaurant scolaire pour le repas du midi entre 11h30 et 13h30.

- Le délégataire se verra facturés les repas commandés au restaurant scolaire (enfants et animateurs). (tarifs 2014 : 3.1€ ré évaluable par délibération)
- L'effectif prévisionnel des rationnaires, classés par groupes, devra être impérativement communiqué au restaurant scolaire :
  - Pour le mercredi : le mardi de la semaine précédente (8 jours avant)
  - Pour les vacances scolaires : 15 jours avant le début de la période.

En tout état de cause, l'effectif devra être confirmé le matin avant 9h.

En cas d'annulation d'une sortie avec pique-nique, le fermier devra communiquer au gestionnaire du restaurant scolaire le nombre de rationnaires supplémentaires attendus et ce, 1 semaine avant.

### Chapitre 3 dispositions financières

#### 16- UNITE MONETAIRE.

Le présent contrat d'affermage est passé en euros.

#### 17- REMUNERATION DU FERMIER.

Le fermier se rémunérera principalement par des redevances perçues auprès des usagers de L'Accueil de Loisirs Sans Hébergement.

Le barème de tarification aux familles pour 2015 est annexé à la présente convention pour l'accueil de loisirs sans hébergement « Leï Platano ».

Cette redevance constituera le prix de journée qui comprend les activités et la restauration le cas échéant.

Elle sera ré évaluable de 1.1% par an durant la période de la délégation. Sur nécessité réglementaire et mise en demeure de la Caisse d'Allocation Familiale (Obligation de passage au quotient familial, imposition d'un taux d'effort spécifique...), une modification sera possible par avenant.

#### 18- PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE.

##### 18.1 PARTICIPATION FINANCIERE.

Accueil de loisirs sans hébergement « Leï Platano »

La participation Communale ne concerne que les enfants dont les parents ou les grands parents sont assujettis, sur la commune, à l'un des impôts suivants ou exonérés :

- Taxe d'habitation
- Taxe foncière des propriétés bâties
- Taxe foncière des propriétés non bâties
- C. F. E.

Ou à défaut, ces derniers doivent disposer d'un justificatif de domicile (quittance de loyer/EDF...)

Cette participation est établie ainsi pour l'année 2015 :

Enfants de 3 à 16 ans : 7.30€ par jour et par enfant facturé, et de 5.24 € par demi-journée et par enfant facturé.

Chaque année, la participation pourra être actualisée sur la base de l'indice INSEE du coût de la consommation (valeur décembre 2013).

Les participations de la Collectivité seront versées de la manière suivante :

- pour les mercredis : fin de mois (terme échu)
- pour les vacances scolaires : fin de vacances (terme échu).

## **18.2 PARTICIPATION AUX FRAIS**

La collectivité prendra en charge tous les frais afférents au bâtiment (eau, électricité, gaz et impôts, abonnement téléphonique et Internet), à l'exclusion des communications téléphoniques et d'Internet.

## **19 – PARTICIPATION AUX FRAIS ET REDEVANCES VERSEES PAR LE FERMIER A LA COLLECTIVITE.**

Le fermier aura la charge financière des communications téléphoniques locales, nationales, sur portable... (Sauf abonnement) ainsi que l'Internet. Le montant de ces communications sera re-facturé au fermier par la Collectivité.

La redevance versée par le fermier à la collectivité a été fixée, sur la période considérée, à 100€ TTC par jour d'accueil des enfants à l'ALSH « Leï Platano » par mois pour la maison des jeunes, correspondant à l'occupation du domaine public, à une participation aux frais afférents au bâtiment ainsi qu'au frais d'entretien et de nettoyage.

Elle fera l'objet d'un versement trimestriel (terme échu) sur production d'un avis des sommes à payer.

Le délégataire prendra à ses frais les consommations et abonnements relatifs au gaz, électricité et eau à hauteur du tiers des factures réglées par la ville.

## **20 – TARIFS APPLIQUES AUX USAGERS.**

Le barème de tarification des familles est annexé au présent contrat.

## **21 – REMISES DE DOCUMENTS.**

### **21.1 FEUILLE DE PRESENCE**

Le fermier devra fournir au CCAS, un registre des inscrits (enfants ayant fournis un dossier complet et payé) signé par les parents et communiqué 15 jours avant.

Le fermier devra fournir au CCAS, une feuille de présence indiquant avec exactitude et sincérité le nom et l'adresse des enfants ayant été présents à l'accueil de Loisirs Sans Hébergement « Leï Platano » :

- pour le mercredi : le lendemain
- pour les vacances scolaires : chaque lundi suivant une période d'une semaine

Lors des visites de contrôle, la direction de l'ALSH sera dans l'obligation de fournir les effectifs des enfants présents sur site et absents, à la commune ou au CCAS.

### **21.2 COMPTES RENDUS MENSUELS**

Le délégataire transmettra mensuellement à la Commune et au CCAS, un compte rendu établissant la fréquentation des ALSH pour la période considérée.

La fréquentation sera établie :

- Par type de prestation (mercredi, vacances),
- Par tranche d'âge.

Il sera joint à ce compte rendu le relevé des décisions des réunions préparatoires ou de bilans. Le document décrira les activités réalisées et précisera l'état d'avancement du programme pédagogique.

### **21.3 COMPTE RENDU ANNUEL D'EXPLOITATION**

Le prestataire devra remettre à la Collectivité, avant le 15 mars de chaque année, un compte rendu d'activité concernant :

- Les comptes
  - le compte rendu financier (Celui-ci récapitulera tous les éléments financiers de l'affermage pour l'année écoulée et devra permettre de tirer tous les renseignements utiles sur les éléments économiques du service.)
  - L'analyse de la qualité de service public rendu
    - le personnel,
    - le matériel,
    - la satisfaction des usagers,
    - la fréquentation,
    - les statistiques relatives aux accidents,
    - Une présentation des conditions d'exécution
  - l'exécution et les modifications de service.

Ce compte rendu d'exploitation devra permettre de tirer tous les renseignements utiles sur le déroulement du service pendant l'année écoulée. Des propositions d'amélioration seront présentées.

Ce rapport annuel devra être adressé à Monsieur le Maire CS 40 108 83191 OLLIOULES Cedex.

### **21.4 COMPTE RENDU FINANCIER ANNUEL**

En même temps que son compte rendu d'exploitation, le délégataire devra remettre, avant le 15 juin de chaque année, un compte rendu financier annuel à Monsieur le Maire, service financier BP 108 83191 OLLIOULES Cedex.

Le délégataire devra fournir 2 documents, l'un pour l'ALSH « leï platano », l'autre pour la Maison des jeunes.



Ceux-ci récapituleront tous les éléments financiers de l'affermage pour l'année écoulée et devront permettre de tirer tous les renseignements utiles sur les éléments économiques du service.

En fonction des circonstances, des adaptations pourront être rendues possibles. Toute modification des conditions de fonctionnement du contrat, entraînera des avenants négociés et signés.

Les avenants ayant pour conséquences d'augmenter de plus de 5 % la rémunération du délégataire devront être soumis à l'avis de la commission DSP conformément aux dispositions de l'article L1411-6 du code général des collectivités territoriales.

## **22 –CONTROLE DE L'AUTORITE DELEGANTE.**

L'autorité délégante se réserve le droit de contrôler à tout moment de l'application de toutes les clauses du présent cahier des charges ainsi que du futur contrat d'affermage.

## **23 –CLAUSE DE CAUTIONNEMENT.**

Aucun cautionnement n'est exigé.

## **24 –MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS.**

### **24.1 PARTICIPATIONS DE LA COLLECTIVITE.**

Les participations prévues à l'article 17.1 du présent contrat seront versées de la manière suivante après réception et contrôle des factures :

- Pour les interventions du mercredi : fin de mois (terme échu)
- Pour les interventions des vacances scolaires : fin de vacances (terme échu).

## **25 –INDEMNITE DUE AU FERMIER EN CAS DE RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT.**

La Collectivité pourra résilier le contrat unilatéralement pour motif d'intérêt général. La Collectivité ne sera tenu à verser aucune indemnité en cas de rupture anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit.

## **26 –DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT D'AFFERMAGE.**

1. tarifs appliquées aux usagers
2. fiche de liaison pour travaux, dysfonctionnement ou toutes demandes en direction des services techniques de la Mairie.
3. liste du matériel mis à disposition par la collectivité.
4. annuaire téléphonique des agents municipaux.

*Accueil de Loisirs Sans Hébergement*

5. liste protocolaire des élus et des agents de la commune à inviter lors des réunions trimestrielles.
6. fiche type hebdomadaire de compte rendu des effectifs.
7. dossier de candidature visé.

Lu et accepté

Le.....à.....

Le fermier

Le.....à Ollioules

La collectivité

Le Maire,

Robert BENEVENTI

**Tarifs ALSH « Lei Platano » pour une journée comprenant le prix du repas et du goûter.**

Ressources Mensuelles	1 enfant (inscrit)	2 enfants (inscrits)	3 enfants (inscrits)
Moins de 600	4.55	4.04	3.63
601 - 749	6.07	5.25	4.75
750 - 915	7.78	6.26	5.76
916 - 1070	8.74	7.17	6.67
1071 - 1219	9.60	8.08	7.58
1220 - 1370	10.61	8.99	8.49
1371 - 1676	11.42	9.90	9.40
1677 - 1981	12.33	10.81	10.41
1982 - 2286	13.24	11.72	11.32
2287 - 2744	13.54	12.13	11.62
2745 - 3100	14.05	12.43	11.92
3101 - 3500	14.65	13.44	12.94
3501 - 4000	15.16	14.15	13.64
4001 - 4450	15.97	14.96	14.05
4451 et plus	16.68	15.56	15.06

Suppléments pour l'option « ALSH en toute liberté » : 2€ sur le prix journée.

Tarifs Mercredi demi journée. Le repas sera réglé en plus du tarif, pour un montant de 8.10€

Ressources Mensuelles	1 enfant (inscrit)	2 enfants (inscrits)	3 enfants (inscrits)
	Prix ½ journée	Prix ½ journée	Prix ½ journée
Moins de 600	1.81	1.41	1.01
601 - 749	3.23	3.03	2.83
750 - 915	3.74	3.48	3.23
916 - 1070	4.14	3.94	3.53
1071 - 1219	4.49	4.24	3.99
1220 - 1370	5.05	4.75	4.44
1371 - 1676	5.40	5.20	4.75
1677 - 1981	5.96	5.71	5.25
1982 - 2286	6.36	6.11	5.91
2287 - 2744	6.77	6.57	6.16
2745 - 3100	7.27	7.02	6.62
3101 - 3500	7.68	7.48	7.07
3501 - 4000	8.08	7.73	7.32
4001 - 4450	8.59	8.08	7.88
4451 et plus	9.09	8.29	7.98

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.2**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Contrat de Délégation de Service Public pour la gestion de la Maison des Jeunes : choix du délégataire**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée délibérante que par délibération n°14/06/4.3a en date du 2 juin 2014, le conseil municipal a approuvé le lancement d'une procédure pour la Délégation de Service Public de la Maison des Jeunes.

Après la publication d'un avis d'appel public à concurrence dans le « BOAMP » ainsi que dans « Nice matin », la commission DSP se réunissait le 30 juillet 2014 afin de procéder à l'ouverture des plis arrivés dans les délais et constaté, à cet effet, les candidatures suivantes :

- Loisirs éducation et citoyenneté
- Loisirs séjours côte d'Azur
- Ligue de l'enseignement FOL 83

Les 3 candidats présentant des garanties professionnelles et financières suffisantes et une aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers, la commission DSP a décidé de les admettre à présenter une offre.

Les plis relatifs aux offres ont été ouverts le 11 septembre 2014 et examinés par la commission DSP le 18 septembre 2014. Un seul candidat a présenté une offre.

C'est ainsi qu'il vous est proposé de retenir comme délégataire de la Maison des Jeunes :  
La FOL 83

Le contrat d'affermage proposé à votre approbation est d'une durée de 3 ans.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1411-7,

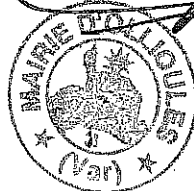
Considérant l'avis de la commission de délégation des services publics locaux,

Considérant l'avis de la commission communale des services publics locaux réunie le 4 décembre 2014,

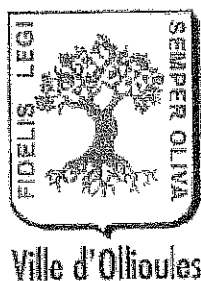
OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE le choix du délégataire de la Maison des Jeunes à savoir, La FOL 83.
2. APPROUVE les termes du contrat d'affermage joint à la présente délibération.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer le contrat d'affermage.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



COMMUNE D'OLLIOULES – DEPARTEMENT DU VAR



# Contrat d'affermage

## Gestion de la

### « Maison des jeunes ».

Conseil municipal du 15/12/2014

SOMMAIRE

<b>Chapitre 1 dispositions générales</b>	4
<b>ARTICLE 1 FORMATION DU CONTRAT</b>	4
<b>ARTICLE 2 OBJET ET DEFINITION DE L'AFFERMAGE</b>	4
<b>ARTICLE 3 DUREE ET FREQUENCE D'INTERVENTION</b>	5
<b>ARTICLE 4 RESPONSABILITE DU FERMIER</b>	5
<b>ARTICLE 5 REGIME ET CONTROLE DES INSCRIPTIONS</b>	6
<b>ARTICLE 6 STATUT DU PERSONNEL</b>	7
<b>ARTICLE 7 SANCTIONS</b>	7
7-1 Pénalités	
7-2 Sanction coercitive : mise en régie provisoire	
7-3 Sanction résolutoire : la déchéance	
<b>ARTICLE 8 JUGEMENT DES CONTESTATIONS</b>	7
<b>ARTICLE 9 CESSION DE L'AFFERMAGE</b>	7
<b>ARTICLE 10 REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT</b>	8
<b>Chapitre 2 dispositions techniques</b>	9
<b>ARTICLE 11 LES OBLIGATIONS ET MISSIONS DU FERMIER</b>	9
11-1 Missions du fermier	
11-2 Obligations administratives et techniques du fermier	11
11-3 Obligations juridiques du fermier	12
<b>ARTICLE 12 MISSIONS DE LA COLLECTIVITE</b>	
<b>ARTICLE 13 MISE A DISPOSITION DES BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS NECESSAIRES AU SERVICE</b>	13
13-1 Etat des lieux initial	
13-2 Etat des lieux ponctuel	
13-3 Remise en état des lieux	14
<b>ARTICLE 14 MISE A DISPOSITION D'AUTRES SITES OU BATIMENTS COMMUNAUX</b>	
<b>ARTICLE 15 INVESTISSEMENTS</b>	
<b>Chapitre 3 dispositions financières</b>	16
<b>ARTICLE 16 UNITE MONETAIRE</b>	16

**ARTICLE 17 REMUNERATION DU FERMIER**

**ARTICLE 18 PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE**

18-1 Participation financière

18-2 Participation aux frais

**ARTICLE 19 PARTICIPATION AUX FRAIS ET REDEVANCES VERSEES PAR LE FERMIER A LA COLLECTIVITE**

**ARTICLE 20 TARIFS APPLIQUES AUX USAGERS**

**ARTICLE 21 REMISE DE DOCUMENT**

21-1 Feuille de présence

21-2 Comptes rendus mensuels

21-3 Compte rendu annuel d'exploitation

21-4 Compte rendu financier annuel

**ARTICLE 22 CONTROLE DE L'AUTORITE DELEGANTE**

**ARTICLE 23 CLAUSE DE CAUTIONNEMENT**

**ARTICLE 24 MODALITES DE VERSEMENT DES PARTICIPATIONS**

24-1 Participations de la collectivité

24-2 Redevances versées par le fermier

**ARTICLE 25 INDEMNITE DUE AU FERMIER EN CAS DE RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT**

**ARTICLE 26 DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT D'AFFERMAGE**



## Chapitre 1 Dispositions générales

### 1 – FORMATION DU CONTRAT

La ville d'Ollioules a décidé par délibération de son conseil municipal en date du 2/06/2014 de déléguer la gestion de la maison des jeunes de la commune d'Ollioules.

Cette procédure est prévue et organisée par la loi N° 93-122 modifiée du 29 janvier 1993, dite « loi Sapin » et ses textes d'application relatifs à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Entre,

La ville d'Ollioules représentée par son Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du d'une part,

Et

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Conformément aux dispositions des articles L1411-11 et suivant du CGCT, la ville d'Ollioules confie au délégataire une mission de gestion à ses frais et risques de de la Maison des jeunes de la commune d'Ollioules.

Le délégataire s'engage à assurer la meilleure gestion possible en valorisant le caractère de « service public » des missions déléguées.

Ceci exposé, il a été convenu de ce qui suit.

### 2 – OBJET ET DEFINITION DE L'AFFERMAGE.

Le contrat d'affermage a pour objet la gestion de la maison des jeunes visant l'accueil des 12-17 ans révolus de la commune d'Ollioules.

La collectivité conserve le contrôle du service affermé et doit obtenir du fermier tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le fermier, responsable du fonctionnement du service, le gère conformément au présent contrat. Il est autorisé à percevoir auprès des usagers un prix destiné à rémunérer les obligations mises à sa charge (sous réserve de l'article 20).

Il exploite le service à ses risques et périls.

### 3 – DUREE ET FREQUENCE D'INTERVENTION.

#### 3-1 DUREE DE LA DELEGATION

La délégation sera consentie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ce jusqu'au 31 décembre 2017.

#### 3-2 FREQUENCE D'INTERVENTION

Les fréquences d'intervention seront les suivantes :

Mardi, jeudi, et vendredi : 1h30 chaque soir (entre 16h et 19h)

Les mercredis, samedis et toutes les vacances scolaires : 4heures (entre 14h et 20h)

L'ouverture au mois d'Août et l'élargissement des temps d'ouverture si nécessaire sera soumise à l'accord de la Commune.

#### **ARTICLE 4 – Responsabilité du fermier.**

Pendant les jours d'ouverture de la Maison des jeunes, ainsi que les jours où le fermier occupera les lieux pour la préparation de l'accueil, le fermier est responsable du bon fonctionnement du service dans le cadre des dispositions du présent contrat.

Le fermier est tenu de contracter à ses frais toutes assurances utiles, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre de la délégation. Il devra au minimum contracter une assurance en responsabilité civile et individuelle accident pour chacun des enfants inscrits ainsi qu'une assurance en responsabilité civile pour tous les intervenants. Les garanties doivent être suffisantes et illimitées pour les dommages corporels. Les attestations seront produites à la ville.

#### **ARTICLE 5 – Régime et contrôle des inscriptions.**

Afin d'assurer un contrôle, le fermier devra fournir à la collectivité les feuilles de présence des enfants et des personnels prévues à l'article 21 du présent contrat. Et ce chaque semaine.

#### **6 – STATUT DU PERSONNEL.**

Le fermier s'engage à recruter le personnel d'animation et d'encadrement correspondant au nombre d'enfants présents, et ce dans toutes circonstances (activités sur site, sorties, camps, séjours, ainsi que dans les moyens de transports, y compris pour l'accompagnement des enfants sur le lieu de restauration).

Ce personnel doit être qualifié et répondre à la réglementation en vigueur. Le recrutement se fera avec accord préalable de M. le Maire.

De plus, le fermier s'engage à transmettre le nom et les coordonnées de la personne qui aura la responsabilité du centre durant la durée du présent contrat, et ce, au plus tard la première semaine d'exécution du présent contrat.

En cas de changement de direction, le fermier s'engage à prévenir la commune avant la prise de fonction de la nouvelle direction. Aucun changement ne sera admis sans approbation préalable de la Commune.

**10 – REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT.**

A l'expiration de l'affermage, le fermier sera tenu de remettre gratuitement à la collectivité, en bon état, tous les ouvrages et les biens qui font parties intégrantes de l'affermage.

A ce titre, un état des lieux général sera réalisé, contradictoirement, au début et à la fin de l'affermage.



## Chapitre 2 dispositions techniques

### 11 – LES OBLIGATIONS ET MISSIONS DU FERMIER.

#### 11.1 MISSIONS DU FERMIER

- Assurer la communication nécessaire afin d'informer un maximum d'usagers en publiant les activités prévues à l'avance.

Le délégataire devra aller faire la promotion de la maison des jeunes auprès des jeunes à partir de différents supports médiatiques (établissements scolaires, rue...)

- Elaboration du projet pédagogique

Le projet pédagogique devra être validé annuellement par la commune. Il devra être élaboré à partir d'objectifs évaluables et mesurables en se dotant d'outils d'évaluation.

- Accueil des enfants de 12 à 17 ans révolus.

La liste complète des pièces constitutives des dossiers sera définitivement arrêtée lors de la signature du contrat d'affermage et en tout état de cause précisée au règlement intérieur.

Ce dossier sera constitué à chaque inscription éventuelle et réactualisé en septembre de chaque exercice.

Les inscriptions des jeunes ont lieu à la salle des jeunes. La collectivité demeure propriétaire du fichier d'inscription.

- Organisation des activités correspondant à chaque tranche d'âge

Au regard des effectifs, si la demande l'exige et sur validation de M. le Maire, 2 groupes pourront être envisagés :  
12/14 ans et 15/17 ans.

Les activités et le temps d'accueil seront dissociés.

Elles seront suffisamment variées et accessibles à tous. Des sorties seront planifiées et d'autres organisées et préparées par les jeunes (projets d'animation, activités ponctuelles culturelles et/ou sportives, mini-séjours...) visant à favoriser l'autonomie des jeunes, les liens intergénérationnels.

La programmation périodique de ces activités devra être soumise à l'approbation de la commune.

Apprentissage de la citoyenneté par des actions d'intérêt général, autonomie donnée aux jeunes dans la gestion de leurs vacances. En contrepartie, les jeunes se voient proposer des activités ludiques et/ou camps en fonction des heures accumulées dans des activités citoyennes. Les activités citoyennes et ludiques devront être faites en partenariat avec d'autres établissements ou associations de la commune. Des minis camps sont également possibles en récompense des heures effectuées.

Une alternance des activités de loisirs et des actions qui participent de manière plus lisible de l'éducation à la citoyenneté : prévention santé, sécurité routière, environnement, activités sportives, image, vacances scolaires. Seront proposés des ateliers : ciné club, musique, arts plastiques, café citoyen, développement durable, un point information jeunesse.

- **Point Information Jeunesse**

Il sera un lieu d'information et d'accueil délocalisé sur le centre ville en fonction d'horaires définis préalablement en fonction des besoins et des nécessités règlementaires. Il sera couplé avec l'action de la maison des jeunes.

- **Surveillance permanente et encadrement des adolescents**

Le délégataire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes du personnel d'encadrement et d'animation. Il garantit la collectivité contre tout recours.

- **Prise en charge de toutes les activités**

La salle des jeunes doit être un lieu d'expression, d'écoute, d'échanges et de repères pour les jeunes. L'encadrement doit être conforme à la réglementation en vigueur mais aussi adapté aux difficultés relationnelles que rencontre souvent cette tranche d'âge.

## **11.2 OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DU FERMIER**

- **Le planning des activités et sorties de la Maison des jeunes devra être communiqué à la commune avant le démarrage des inscriptions.**

En début de chaque mois pour les mercredis et avant les vacances scolaires pour la période considérée.

- **Prise en charge des frais divers**

La fourniture, l'entretien et le renouvellement du matériel pédagogique, petites fournitures, fournitures de bureau, produits pharmaceutiques, matériel de sports qui seraient nécessaires à l'accomplissement de la prestation. Cette liste n'est pas limitative.

- **Organisation et prise en charge financière des déplacements** dans quelque lieu que ce soit.

- **Recrutement du personnel d'animation et d'encadrement**

Il devra correspondre au nombre d'enfants présents et devra en toutes occasions (activités sur site ou à l'extérieur, sorties, camps, séjours, transports ...) respecter les normes de sécurité en vigueur.

- **Organisation des réunions préparatoires et de bilan des activités régulières en présence de l'ensemble du personnel de la maison des jeunes**

Ces réunions auront lieu pour le moins mensuellement et avant chaque vacances scolaires ainsi que des réunions trimestrielles entre le Directeur de la Maison des jeunes, les animateurs, des représentants de la Commune et du CCAS, des représentants des usagers.

Ces réunions auront pour objet de présenter un bilan du trimestre écoulé, de proposer de nouvelles activités pour la période à venir et de prendre en compte toute observation formulée par la Commune ou les parents représentants les usagers.

- **Assurances**, notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'entreprise au titre de la délégation. Il devra au minimum contracter une assurance pour chacun des enfants inscrits, une assurance en responsabilité civile pour tous les intervenants ainsi qu'une assurance en risque locatif. Les garanties doivent être suffisantes et illimitées pour les dommages corporels. Les attestations seront produites à la ville.

- **Respect des lieux**

Le délégataire respectera les lieux où s'exerce le centre ainsi que le matériel et le mobilier mis à sa disposition.

- Le délégataire s'engage à remettre en état le bâtiment à la fin de chaque période d'intervention, y compris le mercredi, afin de faciliter le nettoyage effectué par la commune.

### **11.3 OBLIGATIONS JURIDIQUES DU FERMIER**

- Le délégataire assurera ses missions dans le respect du principe de laïcité.
- La sécurité des enfants devra être strictement encadrée, notamment par l'existence de fiches de présence permettant de connaître le nombre exact d'enfant sur le site comme en sortie à tout moment.
- Le délégataire est tenu de se prêter aux visites de contrôle de la Commune ou de tout organisme habilité. Il donne à cet effet libre accès aux agents qualifiés.
- Il lui est interdit de céder ou de sous traiter tout ou partie du présent service sans avoir obtenue l'agrément de la commune.
- En cas d'interruption imprévue du service, le délégataire doit aviser la collectivité dans les délais les plus courts et au plus tard dans l'heure où il a connaissance du problème, et prendre en accord avec elle les mesures nécessaires.

A ce titre, un numéro de téléphone d'urgence sera transmis au délégataire dès le commencement des prestations.

- Le délégataire proposera un projet de règlement intérieur qui devra être validé par l'autorité territoriale délégante. Ce règlement intérieur sera transmis aux parents à la première inscription.

## **12 – MISSIONS DE L'AUTORITE DELEGANTE.**

L'autorité délégante assurera les missions suivantes :

- Entretien courant du bâtiment et des abords.
- Nettoyage du bâtiment.
- Prise en charge de des frais d'abonnements de téléphone et d'Internet (sauf consommation).

## **13 – MISE A DISPOSITION DES BIENS MOBILIERS ET MOBILIERS NECESSAIRES AU SERVICE.**

La Maison des jeunes est située au Chemin des Buis 83 190 OLLIOULES.

Les locaux sont mis à disposition du fermier.

Le fermier devra, pour chaque période d'intervention, jouer des lieux « en bon père de famille », veiller à ce qu'aucune dégradation ne soit faite sous peine de voir sa responsabilité engagée.

Dès l'apparition d'un dysfonctionnement ou d'une dégradation quelconque, le fermier devra informer, impérativement, la Direction des services techniques de la collectivité.

En tout état de cause, toute dégradation des lieux, imputable au fermier, lui sera facturée.

*A l'exception des jours d'ouverture, la Commune pourra user des bâtiments et des lieux pour quelque motif que ce soit.*

### **13.1 ETAT DES LIEUX INITIAL ET FINAL**

Lors du démarrage de la délégation ainsi qu'en fin d'exécution, un état des lieux contradictoire sera dressé entre la commune d'Ollioules et le fermier.

Il mentionnera notamment :

-descriptif du bâtiment et des abords

-liste du matériel et du mobilier fournis ainsi que l'état dans lequel se trouvent ces derniers. A ce titre, le fermier s'engage à veiller au matériel et mobilier comme s'ils lui appartenaient et sera tenu de les remplacer en cas de dégradation ou de casse en fonction des constatations de l'autorité délégante.

### **13.2 ETAT DES LIEUX PONCTUELS**

La commune se réserve le droit de procéder à des états des lieux ponctuels afin de s'assurer de la bonne tenue des locaux.

A l'occasion de l'entretien des locaux, l'agent communal d'entretien pourra interpellier le fermier sur les anomalies relevées.

### **13.3 REMISE EN ETAT DES LIEUX**

Le fermier s'engage à remettre en état le bâtiment à la fin de chaque période d'intervention, y compris le mercredi, afin de faciliter le nettoyage effectué par la Commune.

A défaut, le fermier se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 7-1 du présent contrat.

#### **14 – MISE A DISPOSITION D'AUTRES SITES OU BATIMENTS COMMUNAUX.**

Pour les besoins d'activités, de loisirs, le fermier pourra bénéficier de l'accès à des sites ou équipements communaux, dans les mêmes conditions que les associations ollioulaises comparables.

Toute demande d'occupation sera à transmettre à Monsieur le Maire d'Ollioules, Cabinet du Maire BP 108 83 191 Ollioules cedex et ce dans un délai raisonnable.

#### **15 – INVESTISSEMENTS.**

Le local sera aménagé avec du matériel adapté à la tranche d'âge 12/17 ans révolus selon la liste minimale suivante :

- un baby-foot,
- une chaîne hi-fi,
- un téléviseur écran plat (107 mini) avec lecteur DVD et décodeur TNT,
- une console de jeux vidéo avec des jeux vidéo,
- un canapé 3 places avec table basse,
- chauffeuses,
- des jeux de société, de cartes, des livres, presse, informations préventives...
- un ordinateur avec un bureau,
- des armoires de rangement.

Le matériel doit être de bonne qualité et renouvelé en cas de détérioration, vol ou vandalisme. Ce matériel restera la propriété du délégataire durant la période de la Délégation de Service Public. Le délégataire est tenu d'être assuré pour toutes les dégradations du local et du matériel.



Les participations prévues à l'article 17.1 du présent contrat seront versées après réception et contrôle des factures.

**25 –INDEMNITE DUE AU FERMIER EN CAS DE RUPTURE ANTICIPEE DU CONTRAT.**

La Collectivité pourra résilier le contrat unilatéralement pour motif d'intérêt général.  
La Collectivité ne sera tenu à verser aucune indemnité en cas de rupture anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit.

**26 –DOCUMENTS ANNEXES AU CONTRAT D'AFFERMAGE.**

1. fiche de liaison pour travaux, dysfonctionnement ou toutes demandes en direction des services techniques de la Mairie.
2. annuaire téléphonique des agents municipaux.
3. liste protocolaire des élus et des agents de la commune à inviter lors des réunions trimestrielles.
4. fiche type hebdomadaire de compte rendu des effectifs.
5. dossier de candidature visé.

Lu et accepté

Le.....à.....

Le fermier

Le.....à Ollioules

La collectivité

Le Maire,

Robert BENEVENTI

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la commune d'Ollioules a signé un contrat de Délégation de Service Public le 25 janvier 1991 avec la SEERC pour la gestion de son service d'alimentation en eau potable à compter du 1<sup>er</sup> février 1991 pour une durée de 30 ans.

Au regard de la qualité du contrat liant la Ville à son délégataire ; la DDFIP a été sollicitée pour que le contrat puisse aller à son terme, soit fin janvier 2021.

La mission du Directeur des Finances Publiques, sollicité et consulté pour avis, conformément à la jurisprudence évoquée, consiste à vérifier que les charges du délégataire sont couvertes par ses recettes d'exploitation et qu'il ne demeure pas d'investissement non amortis.

L'avis du DDFIP est ainsi rédigé : « au regard des éléments fournis par le délégataire, le Directeur des Finances Publiques du Var est d'avis de répondre que le contrat peut être maintenu à compter du 3 février 2015 et jusqu'à son terme contractuel ».

En conséquence, après information et présentation de cette volonté de la Ville de poursuivre son contrat de DSP avec la SEERC pour son service des eaux, à la Commission des Services Publics Locaux et la CDSP, Monsieur le Maire propose de poursuivre le contrat de DSP signé avec la SEERC jusqu'à son terme contractuel du 31 janvier 2021.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1411-2 modifié par la loi du 2 février 1995 qui fixe à 20 ans la durée maximale de tout contrat de DSP relatif au domaine de l'eau,

Vu le contrat d'affermage signé le 25 janvier 1991 entre la Ville et la SEERC pour la gestion déléguée de son service des eaux,

Vu l'arrêt rendu le 8 avril 2009 par le Conseil d'Etat et connu sous le nom de jurisprudence « Commune d'OLIVET »,

Considérant que le contrat d'affermage de la Ville signé avec la SEERC est concerné par cette jurisprudence puisque signé antérieurement au 2 février 1995 pour une durée de 30 ans,

Considérant l'avis rendu par la DDFIP en date du 25 septembre 2014 reçu le 7 octobre 2014 précisant que « le contrat peut être maintenu à compter du 3 février 2015 jusqu'à son terme contractuel »,

Considérant l'avis favorable de la CCSP réuni le 4 décembre 2014,

Considérant l'avis favorable de la CDSP réuni le 15 décembre 2014,

Considérant que la Ville souhaite mener jusqu'à son terme contractuel (février 2021) son contrat d'affermage signé avec la SEERC,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'application de l'arrêt OLIVET pour le contrat de la commune d'Ollioules avec la SEERC.
2. DIT que le contrat de DSP liant la SEERC à la Ville s'achèvera à son terme contractuel en janvier 2021.

LE MAIRE  
Robert BENEVENTI



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.4**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI		
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>	

**OBJET : Rémunération des vacations aux médecins intervenant  
pour la commune – Année 2015**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire rappelle à l'assemblée que l'URSSAF considère que les médecins auxquels la commune a recours en qualité d'expert doivent être assujettis au régime général de la Sécurité sociale pour l'activité exercée au profit de l'administration.

En effet, la commune d'Ollioules est amenée régulièrement à faire appel à des médecins agréés pour effectuer les examens suivants :

- examen d'un candidat en vue de l'admission à un emploi de fonctionnaire titulaire ou en vue d'un engagement d'un contractuel
- contre-visite d'un agent ayant demandé un congé de maladie
- expertise ou contre expertise d'un agent ayant demandé l'attribution d'un congé de longue maladie ou de longue durée, de grave maladie, ou expertise dans le cadre d'un accident de travail ou d'une reconnaissance de maladie professionnelle
- examen à la demande du comité médical départemental ou par la commission de réforme

Il est impossible d'établir précisément le nombre de vacations auxquelles la commune aura recours en 2015.

C'est pourquoi, il convient d'établir une fourchette de vacations comprise entre 20 et 60 afin de pourvoir pour l'année 2015 les besoins communaux.

La rémunération de la vacation sera tarifée suivant les dispositions de l'arrêté du 03 juillet 2007 fixant la rémunération des médecins agréés, généralistes et spécialistes visés par le décret n°86-442 du 14 mars 1986.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 53-84 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°86-442 du 14 mars 1986,

Vu l'ordonnance n°96-50 du 24 janvier 1996,

Vu l'arrêté du 28 août 1998,

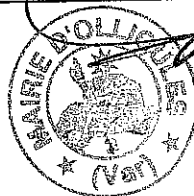
Vu le code de la Sécurité Sociale,

Considérant qu'il convient de créer une fourchette de vacations comprise entre 20 et 60 afin de répondre aux besoins de la commune en termes d'expertises médicales;

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de créer une fourchette de vacations comprise entre 20 et 60 afin de répondre aux besoins de la commune en termes d'expertises médicales pour l'année 2015.
2. DIT que les vacations seront rémunérées selon les conditions de l'arrêté du 03 juillet 2007.
3. DIT que la dépense est prévue au budget 2015 chapitre 012.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.5**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Personnel communal 2015 : création d'emplois saisonniers étudiants**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire, rappelle à l'assemblée la volonté chaque année de créer 18 emplois saisonniers pour une durée de trois semaines couvrant la période estivale.

Il convient d'ores et déjà d'organiser leur recrutement pour l'année 2015.

Cette mesure est une réponse appropriée à des difficultés récurrentes d'effectifs dans les services administratifs et techniques de la Ville et notamment en période de congés d'été.

Il est enfin précisé que 9 emplois saisonniers seront pourvus sur le grade d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe et 9 emplois saisonniers en qualité d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon IB340, IM 321 au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Considérant la nécessité de satisfaire aux difficultés d'effectifs notamment dans les services administratifs et techniques en période de congés d'été,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. CREE 18 postes d'emplois saisonniers pour une période de 3 semaines chacun.
2. DIT qu'ils seront rémunérés sur la base du grade d'adjoint administratif et adjoint technique 1<sup>er</sup> échelon IB340, IM 321 au 1<sup>er</sup> janvier 2015.
3. DIT que les crédits seront inscrits au BP 2015 chapitre 012.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.6**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> NON	<b><u>POUR :</u></b> 30	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> 2	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Personnel communal exercice 2015 – Création d'emplois contractuels**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire informe l'assemblée que la loi n°2012-347 autorise le recrutement temporaire d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une durée de 12 mois maximum.

Ainsi, il convient de créer 22 emplois dans les cadres d'emplois qui suivent :

1/ Sur le grade d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe, rémunéré indice brut 340, indice majoré 321 au 1<sup>er</sup> janvier 2015

- 5 postes à temps complet
- 1 poste à temps non complet de 34 heures hebdomadaires
- 2 postes à temps non complet 33 heures hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 32 heures hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 31 heures hebdomadaires
- 2 postes à temps non complet de 30 heures hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 28 heures hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 21 heures hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 20H50 hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 20H00 hebdomadaires

- 1 poste à temps non complet de 17H25 hebdomadaires
- 1 poste à temps non complet de 8H hebdomadaires

2/ Sur le grade d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, rémunéré indice brut 340, indice majoré 321 au 1<sup>er</sup> janvier 2015

- 2 postes à temps complet
- 1 poste à temps non complet de 16 heures hebdomadaires

3/ Sur le grade d'auxiliaire de puériculture de 1<sup>ère</sup> classe, rémunéré indice brut 342 indice majoré 323 au 1<sup>er</sup> janvier 2015

- 1 poste à temps non complet de 28 heures hebdomadaires.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

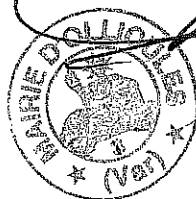
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 prise dans son article 3-1°,

Considérant qu'il convient de créer les emplois contractuels définis ci-dessus sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité rémunérés sur la base des grades ci-dessus énoncés,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DECIDE la création de 22 emplois de non titulaires sur des emplois non permanents dans les conditions énoncées ci-dessus.
2. DIT que la rémunération sera effectuée sur la base du grade d'adjoint technique et adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, Indice brut 340, indice majoré 321, et sur le grade d'auxiliaire de puériculture de 1<sup>ère</sup> classe indice brut 342 et indice majoré 323.
3. DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2015 chapitre 012.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**





**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.7**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>			<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE</u> : NON</b>	<b><u>POUR</u> : 30</b>		
<b><u>ABSTENTION(S)</u> : 2</b>		<b><u>BLANC(S)</u> :</b>	

**OBJET : Personnel communal 2015: création d'emplois de saisonniers**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire, rappelle à l'assemblée la volonté renouvelée chaque année de créer des emplois occupés par des agents non titulaires permettant de répondre à des besoins saisonniers, conformément à l'article 3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, pour une durée maximale de 6 mois renouvelable une fois.

Cette mise en œuvre est une réponse appropriée aux difficultés récurrentes d'effectifs à certaines périodes de l'année.

Pour l'année 2015, il est proposé de créer 7 emplois de cette nature qui devraient couvrir les besoins de la ville décomposés de la manière suivante :

- 5 emplois à temps complet
- 2 emplois à temps non complet de 20 heures hebdomadaires.

Il est enfin précisé que ces personnes seront recrutées en qualité de non titulaires sur des emplois non permanents dont :

- 5 emplois à temps complet et 1 sur un temps non complet sur le grade d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, rémunérés sur la base de l'indice brut 340, indice majoré 321 pour une durée maximale de 6 mois renouvelable 1 fois pour la même durée,
- un emploi à temps non complet sur le grade d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon rémunéré sur la base de l'indice brut 340, indice majoré 321 pour une durée maximale de 6 mois renouvelable 1 fois pour la même durée.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 84-53 DU 26 janvier 1984 prise dans son article 3 alinéa 2,

Considérant qu'il convient de créer 7 postes de saisonniers (dans les conditions définies ci-dessus) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois maximum rémunérés sur la base du grade d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe et d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, indice brut 340, indice majoré 321,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DECIDE la création de 7 postes de non titulaires saisonniers sur des emplois non permanents
2. DIT que la rémunération sera effectuée sur la base du grade d'adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe et du grade d'adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe, indice brut 340, indice majoré 321.
3. DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2015 chapitre 012.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.8**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>	<b><u>POUR :</u></b> 30	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE :</u></b> NON		
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b> 2	<b><u>BLANC(S) :</u></b>	

**OBJET : Université du Temps Libre : création de postes de vacataires**  
**- Année 2014/2015**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE rappelle à l'assemblée que dans le cadre de l'Université du Temps Libre la commune d'Ollioules organise des conférences et des ateliers dirigés par des professionnels de qualité. Pour ce faire, il convient de créer 13 postes de vacataires (9 conférenciers et 4 directeurs d'ateliers) pour assurer la programmation de la saison 2014-2015.

La rémunération de la vacation est fixée à 150 euros net pour les conférenciers et 160 euros net pour les directeurs d'ateliers (2 heures).

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 53-84 du 26 janvier 1984,

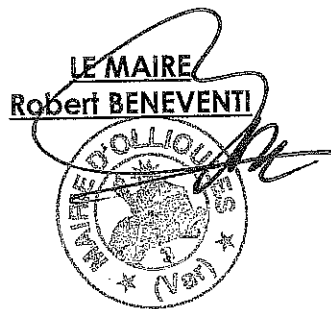
Vu le décret n°86-442 du 14 mars 1986,

Vu le code de la Sécurité Sociale,

Considérant qu'il convient de créer 13 postes de vacataires afin de répondre aux besoins de la commune dans le cadre de l'Université du Temps Libre,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de créer 13 postes de vacataires pour assurer la programmation 2014-2015 de l'Université du Temps Libre.
2. DIT que les vacations seront rémunérées selon les conditions ci-dessus déterminées
3. DIT que la dépense est prévue aux budgets 2014/2015 chapitre 012.



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.9**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENT(E)(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , Gineffe AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole BERVAS.

**REPRESENT(E)(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Création de 2 emplois d'agents recenseurs vacataires**

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient de créer deux emplois temporaires d'agents recenseurs afin d'assurer le recensement de la population réalisé en janvier 2015 dont la mise en œuvre relève de la compétence de la commune depuis la loi n° 2002-276 du 17 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 3, alinéa2,

Vu la loi n°2002-276 du 17 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins du recensement,

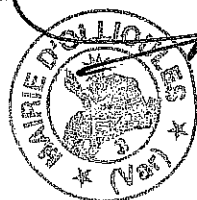
Vu l'arrêté ministériel du 5 août 2003 portant l'application des articles 23 et 24 du décret n°2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population.

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

DECIDE :

1. -la création d'emplois de non titulaires en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels ou saisonniers à raison de deux emplois d'agents recenseurs non titulaires à temps non complet pour la période allant du 12 janvier au 21 février 2015.
2. Les agents seront payés à raison de :
  - 0,94 € par bulletin individuel rempli ;
  - 0,52 € par feuille de logement remplie ;
  - 0,52 € par feuille de logement non enquêté remplie ;
  - 0,52 € par dossier adresse collective ;
  - 0,52 € par fiche adresse non enquêtée ;
  - 4,40 € par bordereau IRIS ;
  - la collectivité versera un forfait de 150 € pour les frais de transports ;
  - les agents recenseurs recevront 16,96 € pour les 2 séances de formation réparties sur 2 demi-journées ;
  - les agents recenseurs recevront 16,96 € / jour pour la tournée de repérage fixée à 4 jours maximum.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.10**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, ,  
Ginette AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER,  
Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick  
BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO,  
Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier  
MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell  
LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole  
BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond  
HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE :</u> OUI</b>		
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>	

**OBJET : Création d'un emploi d'avenir**

Monsieur Erick JALLIFFIER-VERNE, adjoint au Maire, expose à l'assemblée, que depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2012, le dispositif « emplois d'avenir » est entré en vigueur. Créé par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, ce nouveau dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés par contrat aidé.

Dans le secteur non-marchand, le contrat prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E.) de 3 ans au maximum réglementé par le code du travail.

Le recrutement doit en principe avoir lieu dans des activités ayant soit une utilité sociale ou environnementale, soit un fort potentiel de création d'emplois. Cependant, les collectivités territoriales peuvent recruter même si elles n'appartiennent pas à un secteur identifié comme prioritaire.

La commune peut donc décider d'y recourir. Cette démarche nécessite un engagement à former le jeune en interne et rechercher des formations extérieures en lien avec la mission locale ou cap emploi s'il s'agit d'une personne bénéficiant d'une reconnaissance de travailleur handicapé et ainsi lui faire acquérir une qualification.

Un tuteur identifié doit être désigné au sein du personnel pour accompagner ce jeune au quotidien et lui inculquer son savoir.

L'aide à l'insertion professionnelle versée par l'Etat est fixée à 75 % du taux horaire brut du S.M.I.C. Cette aide s'accompagne d'exonération de charges patronales de sécurité sociale.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2012-1189 du 26/10/2012 et les décrets n° 2012-1210 et 1211 du 31/10/2012, portant création d'une nouvelle section dédiée aux contrats d'avenir dans le code du travail,

Vu l'arrêté du 31/10/2012 qui fixe le montant de l'aide financière de l'Etat,

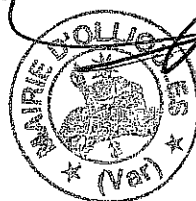
Vu l'avis du Comité Technique,

Considérant que le recrutement d'un emploi d'avenir à temps complet, conclu pour une période de 36 mois maximum pour intégrer le service « espaces verts » est envisagé permettant à l'intéressé d'acquérir des qualifications et exercer les fonctions d'agent des espaces verts,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DECIDE de créer un emploi d'avenir à temps complet pour une période maximale de 36 mois rémunéré sur la base du SMIC.
2. DECIDE d'inscrire au budget les crédits correspondants.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**





**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.11**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , GINETTE AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>			
<b><u>UNANIMITE :</u></b> OUI	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>	
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>		

**OBJET : Reprise des concessions au cimetière Central**

Monsieur Robert TEYSSIER, adjoint au Maire informe l'assemblée que conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la commune a la possibilité de reprendre les concessions en mauvais état ou / et en état d'abandon dans les cimetières de la commune.

Cette procédure de reprise longue doit être formellement respectée et répond le plus souvent à divers cas de négligence ou d'abandon de concession.

La procédure requise a été envisagée au cimetière Central pour 44 concessions en date du 1<sup>er</sup> constat d'abandon du 9 juin 2011. Ce constat a permis de valider l'état d'abandon total de 26 des 44 concessions identifiées initialement.

Conformément à la procédure, Monsieur TEYSSIER précise que la publicité de cette situation d'abandon initiant une procédure de reprise par la Ville des concessions, a été effectuée par 2 moyens concomitants :

- apposition de plaquettes directement sur les concessions informant tout public de la procédure engagée,
- information dans un journal local de l'engagement de la procédure de reprise.

Comme il est prévu par les textes, la commune a renouvelé son constat d'abandon (par procès verbal) plus de 3 ans après le 1<sup>er</sup> constat sorti le 9 juin 2014 permettant de prendre acte du maintien de l'état d'abandon des concessions.

Ainsi, la procédure arrivant à son terme et ayant été réalisée en les formes requises, Monsieur Robert TEYSSIER propose à l'assemblée de se prononcer sur la reprise effective des 26 concessions en état d'abandon dont la liste demeure annexée à la présente délibération.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2223-17 et L 2223-18,

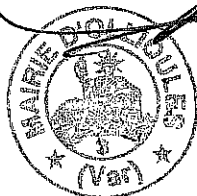
Considérant les constats avérés d'état d'abandon de certaines concessions situées au cimetière Central,

Considérant la procédure de reprise de ces concessions engagée par la Ville,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. DIT que les concessions en état d'abandon figurant sur la liste annexée sont reprises par la commune.
2. DIT que l'arrêté municipal permettra de prononcer leur reprise et qu'il en sera une large publicité.
3. DIT que les terrains libérés feront l'objet, après éventuels aménagements, d'une mise en service pour de nouvelles concessions.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



**PROCES-VERBAL D'ABANDON DE CONCESSIONS**

Le 9 octobre 2014 à 9 heures 30

Nous, Robert TEYSSIER, Adjoint au Maire d'Ollioules et délégué aux Cimetières,

Agissant en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés par le Code des Communes,

Conformément aux dispositions de l'article L.2223.17 du Code Général des collectivités territoriales et de notre avis en date du 8 septembre 2014.

Accompagné de Mr Arnaud ROLLIN, Officier de Police Judiciaire par délégation du commissariat central de Toulon

Nous nous sommes transportés au Cimetière Central Communal de la Ville d'Ollioules, à l'effet de constater l'état dans lequel se trouvent les concessions désignées ci-dessous :

1<sup>ère</sup> enceinte carré Est :

N° 11 : Famille HAMELIN Léon

N° 81 : Famille CLAESSON Herbert

N° 82 : Famille GUEIT Albert

1<sup>ère</sup> enceinte carré Ouest :

N°32 : Famille CADIÈRE Simon

N°56 : Famille CORDOUAN née LAMBERT Rose

2<sup>ème</sup> enceinte carré Est :

N°141 : Famille Vve DECUGIS née BARBAROUX

2<sup>ème</sup> enceinte carré Ouest :

N°154 : Famille TROTOBAS née POMET Marthe, Andréline, Marie

N°155 : Famille MONESTEL Louis, Albert

N°157 : Famille LAURE Augustin

N°165 : GRANET Elisa et GRANET Marie, Hortense

N°166 : Famille EMRIC Joseph, Romuald

2<sup>ème</sup> enceinte annexe carré Est :

N°177 : Famille LONGINOTTI Rose

N°181 : Famille Vve ANDRIEU Paul

N°207 : Famille ROMAN Sauveur

N°209 : Famille OLIVIER Jules

N°213 : Famille LIONS Ernestine épouse VILLEMONT

N°220 : Famille ROMAN Théodore

N°229 : Famille CAIRE-MAILLET

N°232 : BARBY Maria et RAPHAEL Julie nées TALON

3<sup>ème</sup> enceinte carré Est :

N°236 : Vve REY née SICARD

N°237 : Famille COURET Sabin, Louis, Lazare

N°245 : Famille BOYER Fortuné et Vve THUIN

3<sup>ème</sup> enceinte carré Ouest :

N°265bis : DELEPOULLE Joseph

N°269 : Famille Vve VENTRE

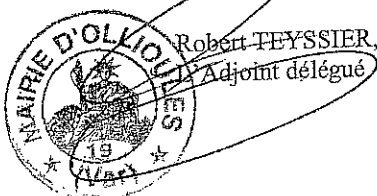
N°272 : Famille REBUFA Henriette

N°275 : Famille REBUFA Victorine

Aucun descendant ou successeur du concessionnaire, n'étant présent malgré notre avis sus-indiqué,

Aucun acte d'entretien n'ayant été effectué, une aggravation de l'état de la concession est observé depuis le premier constat d'abandon dressé le 9 juin 2011, et qui a fait l'objet des formalités de publicité prévues par la loi

De ces constatations, dont il résulte que lesdites concessions continuent à se trouver dans l'état d'abandon prévu par l'article L.2223.17 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous avons dressé le présent procès-verbal et a signé avec Nous, Arnaud ROLLIN, Officier de Police Judiciaire par délégation.



Arnaud ROLLIN  
Officier de Police Judiciaire par délégation

**COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR**  
**DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES**

**N° 14/12/4.12**

**SEANCE DU 15 DECEMBRE 2014**

**L'AN DEUX MILLE QUATORZE ET LE QUINZE DECEMBRE à 18 HEURES**

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	4	1

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

**PRESENTS :**

Robert BENEVENTI, Jean-Michel HUGUET, Nicole BERNARDINI, Michel THUILLIER, , GINETTE AUDIGIER, Erick JALLIFFIER-VERNE, Geneviève BARBIER, Robert TEYSSIER, Monique MACIA, Dominique RIGHI, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Annick BUISSON-ETIENNE, Hélène REZE, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Marie-Dominique GABRIELLI, Didier MARTINA-FIESCHI, Michel OLLAGNIER, Carine BESSON, Pascale COGOTTI, Katell LE BLEIZ, Julien ROCCHIA, Nicole MARCHESI, Jean-Pierre LENAERTS, Nicole BERVAS.

**REPRESENTE(S) :**

Jeannine BAUDRAND, Christine DEL NERO, Stanislas ROQUEBERT, Raymond HAMONEAU.

**ABSENT(S) :**

Gérald LERDA.

<b><u>VOTE :</u></b>	<b><u>POUR :</u></b>	<b><u>CONTRE(S) :</u></b>
<b><u>UNANIMITE :</u> OUI</b>		
<b><u>ABSTENTION(S) :</u></b>	<b><u>BLANC(S) :</u></b>	

**OBJET : Convention de mise à disposition du site de la caserne de sapeurs pompiers d'Ollioules**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que par convention de transfert du 2 novembre 2000 signée entre le SDIS et la commune d'Ollioules pour l'utilisation par les services de secours du Département, d'un bien immobilier appartenant à la Ville situé rue Romain Rolland.

Cette mise à disposition gratuite de cet immeuble arrive aujourd'hui à son terme. En effet, les services du SDIS, en totale synergie et accord avec la commune, ont choisi de construire une nouvelle caserne de sapeurs pompiers en un site stratégique à l'ouest de l'agglomération. Cette décision commune et partagée s'est appuyée notamment sur la cession gratuite par la Ville au SDIS du foncier nécessaire à cette opération au carrefour de la Capellanne.

Monsieur le Maire confirme donc que la présente délibération consiste, toujours d'un commun accord avec le SDIS, à prendre acte par avenant de la fin de la mise à disposition du bien immobilier appartenant à la Ville.

Il est précisé enfin que les actes réglementaires avalisant le terme de la mise à disposition étant fixés en décembre (CA SDIS, CM de la commune), la commune récupérera les locaux à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la convention de transfert du 9 novembre 2000 mettant à disposition du SDIS le bien immobilier sis rue Romain Rolland,

Considérant la construction d'une nouvelle caserne par le SDIS sur la commune d'Ollioules,

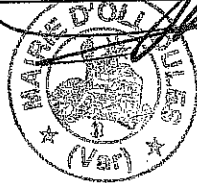
Considérant le déménagement du corps des sapeurs pompiers d'Ollioules dans la nouvelle caserne construite,

Considérant qu'il convient par avenant à la convention liant la Ville au SDIS en date du 9 Novembre 2000, de constater la libération des lieux,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,  
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE l'avenant n° 1 tel qu'annexé actant la remise à disposition par le SDIS à la Ville du bien immobilier lui appartenant sis rue Romain Rolland.
2. ACTE le caractère effectif de cette reprise au 1<sup>er</sup> janvier 2015.
3. AUTORISE Monsieur le Maire à le signer et à signer tous actes subséquents.

**LE MAIRE**  
**Robert BENEVENTI**



## AVENANT N°1 DE MODIFICATION DE LA CONVENTION DE TRANSFERT

### ENTRE

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du VAR, représenté par Monsieur Horace LANFRANCHI, Président du Conseil d'Administration du SDIS agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du \_\_\_\_\_,

d'une part,

ET

La Commune d'OLLIOULES (dénommée ci-après "collectivité d'origine", représentée par son Maire en exercice, Monsieur Robert BENEVENTI, autorisé aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal n° 14/04/1 en date du 7 avril 2014.

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

VU la convention de transfert signée entre les parties le 9 Novembre 2000, notamment son annexe 8 relatifs à l'inventaire des biens immobiliers mis gracieusement à disposition du SDIS par la collectivité d'origine ;

Considérant la libération des locaux par les sapeurs-pompiers en date du 30 novembre 2014 ;

Il est, d'un commun accord, convenu et arrêté ce qui suit :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Conformément à l'article 18 de la convention qui prévoit : « Lorsque ces immeubles cessent d'être affectés au fonctionnement du service d'incendie et de secours, leur mise à disposition prend fin », les biens immobiliers précisés dans l'annexe 8 seront remis à la disposition de la commune d'Ollioules à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**ARTICLE 2** : Les autres articles et annexes de la convention d'origine demeurent inchangés.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et le Directeur Général des Services de la collectivité d'origine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent avenant à la convention d'origine datée du 9 novembre 2000.

FAIT EN QUATRE EXEMPLAIRES

A DRAGUIGNAN, le .....

Le Maire de la Commune  
d'OLLIOULES

Le Président du Conseil d'Administration du  
SDIS du VAR